

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2701

1^{er} octobre 2015

SOMMAIRE

Addaum S.A.	129603	PAH Luxembourg 2 Sàrl	129646
AES (Lux) S.à r.l.	129648	P.H.P. Eleonor s.à r.l.	129645
AES Structured Finance Holdings (Lux) S.à r.l.	129648	Polar Star LP Luxco S.à r.l.	129648
AES Structured Finance (Lux) S.à r.l.	129648	Sanny S.A. SPF	129602
Amino Lux International S.à r.l.	129648	Silverline S.à r.l.	129639
AudienceScience (Luxembourg) GmbH	129603	Simply Thai	129602
Banco BTG Pactual, Luxembourg Branch ...	129604	SOF VIII Pike Investments Lux S.à r.l.	129638
CEP Holdings S.à r.l.	129605	Soilub	129638
Energy Company S.A.	129607	Solum Real Estate S.A.	129602
Energy Company S.A.	129607	Sophia Luxembourg S.A.	129647
Energy Company S.A.	129607	Spica Adviser S.A.	129647
Equifax Luxembourg (No. 4) S.à r.l.	129606	S&S Solutions S.à r.l.	129646
Equifax Luxembourg S.à r.l.	129606	Star-One	129638
Esprit d'Arum S. à r.l.	129606	StayInvest GmbH	129602
European Coffee Venture S.à r.l.	129606	StayInvest GmbH	129602
Expand Management S.A.	129606	Stefana S.A.	129602
Financière Dopomar S.A.	129605	Tellurium Investment S.à r.l.	129630
Fresco International S.à r.l.	129607	Thallium Investment S.à r.l.	129622
Fridriks S.à r.l.	129605	TI Expansion S.A.	129603
Frigofood International S.à r.l.	129605	T.M. S.à r.l.	129603
G. Finance	129605	Tractim S.à r.l.	129603
International Campus Student Housing I ...	129607	TRE PIU UNO S.à r.l.	129603
Invesrus S.A.	129604	UPX International S.à r.l.	129604
Investrat S.A.	129604	Urban Exposure Finance Lux S.à r.l.	129608
It Solutions Suhren & Schneider S.à r.l.	129646	VEDF (Luxembourg) P3 S.à r.l.	129621
McEwan Solar Lux S.à r.l.	129639	Veles Holdings S.à r.l.	129604
Numeritec S.A.	129645	Vitron S.à r.l.	129604

StayInvest GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6730 Grevenmacher, 6, Grand rue.
R.C.S. Luxembourg B 175.060.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015137762/9.
(150148695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

StayInvest GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6730 Grevenmacher, 6, Grand rue.
R.C.S. Luxembourg B 175.060.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015137763/9.
(150149265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

Simply Thai, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2174 Luxembourg, 5, rue du Mur.
R.C.S. Luxembourg B 156.448.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015137787/9.
(150148582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

Solum Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12C, Impasse Drosbach.
R.C.S. Luxembourg B 130.504.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015137797/9.
(150149321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

Sanny S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 156.602.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015137767/9.
(150148996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

Stefana S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4940 Bascharage, 111-115, avenue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 112.953.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015137801/9.
(150148679) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

TI Expansion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1425 Luxembourg, 3, rue du Fort Dumoulin.

R.C.S. Luxembourg B 127.506.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015137829/9.

(150149443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

Tractim S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1425 Luxembourg, 3, rue du Fort Dumoulin.

R.C.S. Luxembourg B 98.174.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015137837/9.

(150149445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

T.M. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12C, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 130.158.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015137828/9.

(150149259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

TRE PIU UNO S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 23, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 156.322.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015137839/9.

(150148600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

Addaum S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 176.236.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015137926/9.

(150150279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

AudienceScience (Luxembourg) GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 155.026.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015137923/9.

(150150483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Veles Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 181.086.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015137855/9.
(150149668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

Vitron S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 18-20, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 115.508.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015137861/9.
(150149161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

UPX International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.
R.C.S. Luxembourg B 170.100.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 1006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015137853/9.
(150149601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

Banco BTG Pactual, Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 183.229.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015137961/9.
(150150212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Invesrus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 147.648.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015139003/9.
(150151398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

Investrat S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 80.328.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015139005/9.
(150151115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

Financière Dopomar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 168.875.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015138906/9.

(150151218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

Fridriks S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6165 Ernster, 19, rue de Rodenbourg.
R.C.S. Luxembourg B 168.612.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

La gérance

Référence de publication: 2015138912/10.

(150150799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

Frigofood International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2141 Luxembourg, 27, rue Emile Mayrisch.
R.C.S. Luxembourg B 41.567.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015138913/9.

(150151415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

G. Finance, Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 19.970.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015138918/9.

(150151239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

CEP Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 6.608.000,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 113.746.

EXTRAIT

L'assemblée générale du 12 août 2015 a nommé nouveau gérant de classe A pour une durée indéterminée
M. Rajeev BHALLA, Chief Financial Officer of Circor International Inc, 30 Corporate Drive, Burlington, Massachusetts
01803, USA

en remplacement du gérant de classe A démissionnaire M. John F. Kober III.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Pour CEP HOLDINGS S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2015138781/17.

(150150683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

Equifax Luxembourg (No. 4) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.
R.C.S. Luxembourg B 173.792.

Les comptes annuels de la société pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 6 août 2015.

Référence de publication: 2015138837/11.

(150150741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

Equifax Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 4.385.400,00.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.
R.C.S. Luxembourg B 51.062.

Les comptes annuels de la société pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 6 août 2015.

Référence de publication: 2015138838/11.

(150150740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

Esprit d'Arum S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4750 Pétange, 54, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 176.429.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015138840/9.

(150150872) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

European Coffee Venture S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 5, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 197.854.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 12 août 2015.

Référence de publication: 2015138843/10.

(150150869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

Expand Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.
R.C.S. Luxembourg B 104.168.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A.T.T.C. Management s.à r.l. / A.T.T.C. Directors s.à r.l.

Administrateur / Administrateur

Nico Patteet / K. Van Huynegem

Administrateur-délégué / Administrateur-délégué

Référence de publication: 2015138877/13.

(150150862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

Energy Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.
R.C.S. Luxembourg B 107.102.

—
Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015138831/9.
(150151033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

Energy Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.
R.C.S. Luxembourg B 107.102.

—
Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015138832/9.
(150151034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

Energy Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.
R.C.S. Luxembourg B 107.102.

—
Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015138833/9.
(150151137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

Fresco International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 46, place Guillaume II.
R.C.S. Luxembourg B 195.224.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Pétange, le 22 juillet 2015.
Pour statuts coordonnés
Maître Jacques KESSELER
Notaire
Référence de publication: 2015138892/13.
(150150605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

International Campus Student Housing I, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 179.983.

—
Veuillez noter que l'adresse de Monsieur Horst LIEDER et de Monsieur Alexander GULYA, associés, se situe au 28, Blumenstrasse, 80331, Munich (Allemagne).
Luxembourg, le 14 août 2015.
Pour avis sincère et conforme
Pour International Campus Student Housing I
Un mandataire
Référence de publication: 2015140213/14.
(150152235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

Urban Exposure Finance Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 9.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 199.209.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the thirty-first day of July.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

Urban Exposure Finance Limited, a limited company established under the laws of Jersey, whose registered office is situated at PO BOX 167, Liberation House, Castle Street, St Helier, Jersey JE4 8RY, registered with the Jersey Financial Services Commission, Companies Registry under number 119125,

hereby represented by Mrs Claudine SCHINKER, residing professionally at 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal in Jersey on July 31st, 2015.

The said proxy after having been signed “ne varietur” by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

Art. 1. Corporate form. There is hereby formed and established among the subscriber(s) and all those who may become shareholders in the future, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (the Company) which shall have the status of a securitisation company (société de titrisation) within the meaning of the law of 22 March 2004 on securitisation, as may be amended from time to time (the Securitisation Law), and which shall be governed by the Securitisation Law and the other laws pertaining to such an entity, and in particular the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as may be amended from time to time (the Law), as well as by its articles of association (the Articles). The Company is not intended to be registered on the official list of authorized securitization undertakings (organismes de titrisation agréés) and is, therefore, not submitted to the supervision of the Luxembourg supervisory commission of the financial sector (Commission de Surveillance du Secteur Financier - CSSF).

Art. 2. Corporate object. The corporate object of the Company is to act as an acquisition and/or issuing entity in the context of one or several securitisation operation(s) governed by and under the Securitisation Law and therefore to enter into, perform and serve as a vehicle for any such securitisation operation(s) as permitted under the Securitisation Law. The Company may in this respect enter into any transactions by which it acquires or assumes, directly or indirectly or through another entity, risks relating to the holding, ownership or otherwise of any kind of existing or future receivables, financial instruments, goods or other assets (whether movable or immovable, tangible or intangible, and including, without limitation, any kind of securities) or liabilities, obligations or commitments of third parties or inherent to all or part of the activities carried out by third parties and/or directly or indirectly invest in, acquire, hold and dispose of any such receivables, financial instruments, other assets, liabilities, obligations or commitments.

The Company may assume and/or acquire these risks by acquiring directly or indirectly, by any means, any ownership interests in claims, structured deposits or products, receivables and/or other goods or assets by binding itself by any other means.

The acquisition and/or assumption of such risks by the Company will be financed by the issuance of securities (including but not limited to shares, notes or bonds) of any nature and in any currency by itself or by another securitisation entity, the value or return of which depends in whole or part of such risks. Such securities may be issued in different series or tranches with different rights or not. The Company shall however not issue securities to the public on a continuous basis (as those terms are construed under Luxembourg law and applicable regulatory policy from time to time).

Without prejudice to the generality of the foregoing, the Company may in particular, to the largest extent permitted by but whilst always remaining within the scope and limits of the Securitisation Law and the Law:

1) borrow or raise funds in any form from any entity in order to fund the acquisition or assumption of the risks it assumes or acquires and/or to comply with any payment or other obligation it has under any of its securities or under any agreement to be entered into in the context of a securitisation transaction within the meaning of the Securitisation Law;

2) acquire, hold and dispose of, in any form, by any means, whether directly or indirectly, participations, rights and interests in, and obligations of, Luxembourg and foreign companies or other entities active in any sector (including real estate assets), including partnerships, limited partnerships, trusts and funds;

3) acquire by purchase, subscription, or in any other manner, as well as the transfer by sale, exchange or in any other manner, stock, bonds, debentures, notes and other securities or financial instruments of any kind (including notes or parts or units issued by Luxembourg or foreign mutual funds or similar undertakings and exchangeable or convertible securities), structured products relating to commodities or assets (including debt or equity securities of any kind), receivables, claims

or loans or other credit facilities (and the agreements or contracts relating thereto), any kind of real estate property as well as all other types of assets;

4) proceed to the ownership, administration, development and management of any type of portfolio of assets;

5) grant loans and/or lend funds, including the proceeds of any borrowings and/or issues of securities, to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company;

6) give any guarantees and/or grant any security in and/or over any of its assets, property and rights (by way of pledge, mortgage, charge or otherwise) under any law in order to secure its liabilities or obligations or for the benefit of investors (including their trustee or representative, if any) and/or any issuing entity participating in a securitisation transaction of the Company;

7) sell, transfer, assign, re-acquire, charge or otherwise dispose of any of its assets through any means (including by way of exchange, conversion, contribution or through derivative or swap transactions) and in such manner and for such compensation, as the case may be, as the sole manager, or, in case of plurality or managers, the Board, or any person appointed for such purpose, shall approve at such time;

8) enter into, execute and deliver and perform any swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments relating to investments for the purpose of their efficient management, including, but not limited to, techniques and instruments designed to protect it against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks;

9) in general manage its assets on a continuous and ongoing basis or delegate such management to a third party in its sole discretion; and

10) enter into any agreement and perform any action necessary or useful for the purpose of carrying out transactions permitted by the Securitisation Law, including, without limitation, disposing of its assets in accordance with the relevant agreements.

All the objects and descriptions above are to be understood in their broadest sense and their enumeration is enunciated and not limitative. The corporate objects of the Company shall include any transaction or agreement which is entered into by the Company, provided it is not inconsistent with the foregoing enumerated objects.

In general, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, which are directly or indirectly connected with or useful to facilitate the accomplishment of its purpose, and may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation or transaction which it considers necessary or useful in the accomplishment and development of its corporate objects to the largest extent permitted under the Securitisation Law.

The Company may only carry out the above activities if and to the extent that they are compatible with the Securitisation Law and the Law.

Art. 3. Compartments. The sole manager, or in case of plurality of managers, the Board, may, in accordance with the terms of the Securitisation Law, create one or more compartments within the Company (the Compartment(s)). Each Compartment shall, unless otherwise provided for in the resolution of the sole manager, or in case of plurality of managers, the Board creating such Compartment, correspond to a distinct part of its assets and liabilities and to a specific financing of such assets. The Company may issue series or tranches of securities whose value or yield is linked to one or more specific Compartments or to specific assets or risks or whose repayment is subject to the repayment of other instruments or certain claims, and the sole manager, or in case of plurality of managers, the Board, shall determine the terms and conditions of any securities issued in connection with a specific Compartment of the Company's assets. Each holder of such securities shall be bound by the terms and conditions related to the relevant Compartment of the Company, including (but not limited) to any non-recourse or subordination provisions.

As between creditors of and investors in the Company, each Compartment shall be treated as a separate entity as follows. Rights of creditors of and investors in the Company that (i) have, when coming into existence, been designated as relating to a Compartment and/or (ii) relate to a Compartment and/or (iii) have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of a Compartment are strictly limited to the assets of that Compartment which shall be exclusively available to satisfy such creditors and investors. Creditors of and investors in the Company whose rights are not related to a specific Compartment of the Company shall have no rights to the assets of any such Compartment. If the realised net assets of any Compartment are insufficient to pay any amount due to holders of securities linked to that Compartment, such holders shall have no further claim against the Company for any such shortfall which shall be then extinguished and shall have no further claim against any other Compartment or any other assets of the Company.

Fees, costs, expenses and other liabilities incurred on behalf of the Company as a whole shall be general liabilities of the Company and shall not be payable out of the assets of any Compartment. If the aforementioned fees, costs, expenses and other liabilities cannot be otherwise funded, they may be apportioned pro rata among the Compartments of the Company upon a decision of the sole manager, or in case of plurality of managers, the Board.

The resolution of the sole manager, or in case of plurality of managers, the Board, creating one or more Compartments within the Company, as well as any subsequent amendments thereto, shall be binding as of the date of such resolutions against any third party. Unless otherwise provided for in the resolution of the sole manager, or in case of plurality of managers, the Board of the Company creating such Compartment, no resolution of the sole manager, or in case of plurality of managers, the Board of the Company may amend the resolution creating such Compartment or directly affect the rights

of the creditors and investors whose rights relate to such Compartment without the prior approval of the creditors and investors whose rights relate to such Compartment. Any decision of the sole manager, or in case of plurality of managers, the Board taken in breach of this provision shall be void.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 5. Denomination. The Company will have the denomination "Urban Exposure Finance Lux S.à r.l."

Art. 6. Registered office. The registered office is established in the city of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder or an extraordinary general meeting of its shareholder(s) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by a decision of the sole manager or, in case of plurality of managers, of the Board.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or in case of plurality of managers, the Board, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the sole manager, or in case of plurality of managers, the Board.

Art. 7. Share capital - Shares.

7.1 - Subscribed and paid-up share capital

The Company's share capital is fixed at nine thousand Great Britain Pounds (GBP 9,000) represented by nine thousand (9,000) shares (parts sociales) (the Shares), with a nominal value of one Great Britain Pound (GBP 1) each, all fully subscribed and entirely paid-up.

At the moment and as long as all the Shares are held by only one shareholder, the Company is a one-member company (société unipersonnelle) in the meaning of article 179 (2) of the Law. In this contingency articles 200-1 and 200-2 of the Law, among others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any Share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to the maximum legal extent possible. Any paid-in share premium shall be distributable.

Where one or more Compartments have been created with the Company, Shares may be issued with rights relating exclusively to one or more such Compartments only. Any share premium paid in respect of the Shares and relating to a specific Compartment shall be allocated to the specific corresponding share premium reserve account relating to such Compartment of the Company.

7.2 - Modification of share capital

The share capital of the Company may be increased or decreased at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the general shareholders' meeting, in accordance with article 10 of the Articles and within the limits provided for by article 199 of the Law.

7.3 - Indivisibility of Shares

Towards the Company, the Shares are indivisible and only one owner is admitted per Share. Co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

7.4 - Transfer of Shares

In case of a sole shareholder, the Shares held it are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the Shares held by each shareholder may be transferred in compliance with the requirements of article 189 and article 190 of the Law.

Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarters of the corporate share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Transfers of Shares must be recorded by a notarial or private deed. Transfers shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until they shall have been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

7.5 - Registration of Shares

All Shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the shareholders' register of the Company in accordance with article 185 of the Law.

7.6 - Redemption of Shares

The Company shall have the power to acquire Shares in its own share capital, provided that the Company has sufficient distributable reserves to that effect and within the limits set by the Law.

Art. 8. Management.

8.1 - Appointment and removal

The Company is managed by one or more managers. The manager(s) need not to be shareholder(s).

The managers will be elected by the sole shareholder or by the shareholders' meeting, which will determine their number and mandate period. They are re-eligible, but they may be freely removed at any time, with or without legitimate cause (ad nutum), by a resolution of the sole shareholder or the shareholders' meeting.

If several managers have been appointed, they will constitute a Board (the Board).

The sole shareholder or the shareholders may decide to appoint one or several class A manager(s) and one or several class B manager(s).

8.2 - Powers

All powers not expressly reserved by law or the Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole manager, or in case of plurality of managers, of the Board.

8.3 - Representation and signatory power

Subject to the provisions of article 8.3 paragraph 2 below, in dealing with third parties as well as in justice, the manager (s) will have all powers to act in the name and on behalf of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signatures of any two (2) managers. However if the sole shareholder or the general meeting of shareholders has appointed one or several class A manager(s) and one or several class B manager(s), the Company will be bound towards third parties by the joint signatures of one class A manager and one class B manager or by the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the Board, within the limits of such power.

The sole manager, or in case of plurality of managers, the Board may sub-delegate his/her/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s).

The sole manager, or in case of plurality of managers, the Board will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/her agency.

8.4 - Chairman, vice-chairman, secretary, procedures

The Board may choose among its members a chairman and a vice-chairman. It may also choose a secretary who need not be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the Board.

The resolutions of the Board shall be recorded in the minutes, to be signed by the managers or by the chairman and the secretary if any, or by a notary public, and recorded in the corporate book. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by any manager.

In the case of plurality of managers, written notice of any meeting of the Board will be given to all managers, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least twenty-four (24) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of urgency. A meeting of the Board can be convened by any manager, or by at least one class A manager and one class B manager if the sole shareholder or the general meeting of shareholders has appointed one or several class A manager(s) and one or several class B manager(s). This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been sufficiently informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at the meeting of the Board, and if at least one class A manager and one class B manager are present or represented if the sole shareholder or the general meeting of shareholders has appointed one or several class A manager(s) and one or several class B manager (s).

Any manager may act at any meeting of the Board by appointing in writing another manager as his/her/its proxy.

In case of plurality of managers, resolutions shall be taken by a simple majority of managers present or represented, and under the condition that at least one class A manager and one class B manager vote in favor of the resolutions if the sole shareholder or the general meeting of shareholders has appointed one or several class A manager(s) and one or several class B manager(s).

Resolutions of the Board may be passed in the form of written circular resolutions. Circular resolutions signed by all the members of the Board, are proper and valid as though they had been adopted at a meeting of the Board which was duly convened, as the case may be, and held. Such decisions can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several members of the Board.

Any and all managers may participate in any meeting of the Board by telephone call or video conference or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to understand each other. Any

participation to a telephone call or videoconference or by any other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting held in such form is deemed to be held in Luxembourg.

8.5 - Liability of managers

The manager(s) assume(s), by reason of his/her/its/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 9. Conflict of interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, director, associate, member, officer or employee of such other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any manager or officer of the Company who serves as a manager, director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any manager of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, he shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such manager's or officer's interest therein shall be reported to the sole shareholder or to the next general meeting of shareholder(s).

Art. 10. General shareholders' meeting. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespective of the number of Shares which he/she/it owns. Each shareholder shall dispose of a number of votes equal to the number of Shares held by him/her. Collective decisions are only validly taken insofar as shareholders owning more than half of the share capital adopt them.

However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality of the Company, which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three-quarters of the Company's share capital, in accordance with the provisions of the Law.

A shareholder may be represented at a shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not be a shareholder.

The holding of general shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of shareholders does not exceed twenty-five (25). In such case, each shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his/her/its vote in writing.

Art. 11. Annual general shareholders' meeting. Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), an annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with article 196 of the Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on 3 May at 2.00 pm. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the sole manager, or in the case of plurality of managers, the Board, exceptional circumstances so require.

Art. 12. Audit. The audit of the Company's accounts and operations will be carried out by one or more independent external auditors (réviseurs d'entreprises indépendants) in accordance with the Securitisation Law. The independent external auditors are appointed by the sole manager or, in the case of a plurality of managers, by the Board, who will determine their number, remuneration and term of office.

Art. 13. Financial year - Annual accounts.

13.1 - Financial year

The Company's financial year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of the same year.

13.2 - Annual accounts

Each year, the sole manager, or in case of plurality of managers, the Board prepares an inventory, including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, as well as the balance sheet and the profit and loss account in which the necessary depreciation charges must be made.

Each shareholder, either personally or through an appointed agent, may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet, profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the independent external auditor.

On separate accounts (in addition of the accounts held by the Company in accordance with the Law and normal accounting practice), the Company shall determine at the end of each financial year, a result for each Compartment created (as the case may be), which will be determined as follows:

(a) The result of each Compartment will consist of the balance of all income, profits or other receipts paid or due in any other manner in relation to the relevant Compartment (including capital gains, liquidation surplus and/or dividends distribution) and the amount of the expenses, losses taxes and other transfers of funds incurred by the Company during this

exercise and which can regularly and reasonably be attributed to the management and operation of such Compartment (including fees, costs, corporate income tax on capital gain and/or expenses relating to dividend distribution); and

(b) The shareholder(s) will consider for approval such separate accounts simultaneously with the accounts held by the Company in accordance with the Law and normal practice.

All such accounting records shall be conclusive evidence of the rights of holders of notes or securities issued in relation with each Compartment, in the absence of manifest error.

Art. 14. Distribution of profits.

14.1 - General Principle

The gross profit of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit.

An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company shall be allocated to a statutory reserve, until and as long as this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/her/its/their shareholding in the Company.

14.2 - Interim dividends

Distributions of interim dividends are permitted insofar as they strictly abide by the rules of this article 14.2.:

(a) The manager or, in case of plurality of managers, the Board shall have exclusive competence to take the initiative to declare interim dividends and allow the distribution of such interim dividends as they deem appropriate and in accordance with the Company's corporate interest;

(b) In this respect, the manager or, in case of plurality of managers, the Board is exclusively competent to decide the amount of the sums available for distribution and the opportunity of such distribution, based on the supporting documentation and principles contained in the Articles and on any agreement that may be entered into from time to time between the shareholder(s);

(c) In addition, the decision of the manager or, in case of plurality of managers, the Board shall be supported by interim financial statements of the Company dated of less than two (2) months from such decision of the manager or in case of plurality of managers of the Board and showing sufficient funds available for distribution provided that the amount to be distributed does not exceed profits realized since the end of the preceding financial year increased by profits carried forward and distributable reserves decreased by losses carried forward and any sums to be allocated to the reserves required by the Law or the Articles;

(d) The distribution of interim dividends shall be limited to the amount of the distributable profit as it appears on the above mentioned interim financial statements of the Company. The manager or in case of plurality of managers the Board (in its sole discretion) may mandate an independent auditor to review such interim financial statements in order to confirm the sum available for distribution; and

(e) In any case, the distribution of interim dividends shall remain subject to the provisions of article 201 of the Law, which provides for a recovery against the shareholder(s) of the dividends which have been distributed to him/her/it/them but do not correspond to profits actually earned by the Company. Such action for recovery shall prescribe five (5) years after the date of the distribution.

Art. 15. Dissolution - Liquidation. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholder(s) in accordance with the conditions laid down for amendments to the Articles. At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

Each Compartment may be separately liquidated without such liquidation resulting in the liquidation of another Compartment or of the Company itself.

Art. 16. Prohibition to petition for bankruptcy of the Company or to seize the assets of the Company. In accordance with the Securitisation Law, any investor in, and any creditor of, the Company and any other person which has entered into a contractual relationship with the Company agrees not to (i) petition for bankruptcy of the Company or request the opening of any other collective or reorganisation proceedings against the Company and (ii) seize any assets of the Company, irrespective of which Compartment such assets belong or relate to, as the case may be.

Art. 17. Limited Recourse. Claims against the Company of holders of debt securities issued by the Company or any other creditors of the Company are limited in recourse to the assets of the Company. Claims of holders of debt securities issued by the Company in relation to a specific Compartment or any other creditors whose claims arose in relation to such Compartment are limited to the assets of such Compartment only.

Art. 18. Subordination. Any claims which the shareholders of the Company may have against the Company (in such capacity) are subordinated to the claims which any creditors of the Company or any investors in the Company may have.

Investors in the Company accept and acknowledge that their rights in respect of a Compartment may be subordinated to the rights of other investors under, and/or creditors of, the same Compartment.

Art. 19. Applicable laws. Reference is made to the provisions of the Law and/or to the Securitisation Law for all matters for which no specific provision is made in the Articles.

Transitional provision

By way of exception, the first financial year of the Company shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on 31 December 2015.

Subscription - Payment

The Articles having thus been established, the appearing party declares to subscribe the entire share capital of the Company as follows:

Subscriber	Number of Shares	Subscribed amount	% of share capital
Urban Exposure Finance Limited	9,000	GBP 9,000	100%
TOTAL	9,000	GBP 9,000	100%

All the Shares have been paid-up to the extent of one hundred percent (100%) by payment in cash, so that the amount of nine thousand Great Britain Pounds (GBP 9,000) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the undersigned notary.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

The amount of nine thousand Great Britain Pounds (GBP 9,000) corresponds to the amount of twelve thousand eight hundred eighty-three euro and eighty cents (EUR 12,838.80) according to the exchange rate published by the European Central Bank on July 30th, 2015.

Resolutions of the sole shareholder

The sole shareholder has immediately taken the following resolutions:

1. The sole shareholder resolved to set at two (2) the number of managers of the Company and further resolved to appoint the following persons as managers (gérants) of the Company for an undetermined period:

- Mr Mark BECKETT, born on 14 September 1975 in London (United Kingdom), residing professionally at 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg; and

- Mrs Claudine SCHINKER, born on 31 March 1964 in Pétange (Grand Duchy of Luxembourg), residing professionally at 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

2. The sole shareholder resolved to establish the registered office of the Company at 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this deed.

The document having been read to the attorney of the appearing party, who is known to the notary by surname, first name, civil status and residence, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le trente et un juillet.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

Urban Exposure Finance Limited, une limited company constituée selon les lois de Jersey, ayant son siège social sis au PO BOX 167, Liberation House, Castle Street, St Helier, Jersey JE4 8RY, immatriculée auprès du Jersey Financial Services Commission, Companies Registry sous le numéro 119125,

ici représenté par Madame Claudine SCHINKER, demeurant professionnellement au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé à Jersey le 31 juillet 2015.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietu» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à l'enregistrement.

Cette partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme sui:

Art. 1^{er} . Forme sociale. Il est formé et établi entre le(s) souscripteur(s) et tous ceux qui pourront devenir associés par la suite une société à responsabilité limitée (la Société) qui aura le statut de société de titrisation conformément à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, telle que modifiée au fil du temps (la Loi sur la Titrisation), et qui sera régie par la Loi sur la Titrisation et les autres lois qui y sont relatives, et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée au fil du temps (la Loi), ainsi que par ses statuts (ci-après les Statuts). Il n'est pas prévu d'inscrire la Société sur la liste officielle des organismes de titrisation agréés et, par conséquent, la Société n'est pas soumise à la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier à Luxembourg (CSSF).

Art. 2. Objet social. L'objet social de la Société est d'agir en qualité de société d'acquisition et/ou d'émission dans le cadre d'une ou plusieurs opération(s) de titrisation, sous et conformément à la Loi sur la Titrisation et en conséquence de s'engager, de fonctionner et de servir comme véhicule pour de telles opération(s) de titrisation permises par la Loi sur la Titrisation. La Société peut en ce sens conclure toute transaction par laquelle elle acquière ou prend en charge, directement ou indirectement ou par le biais d'une autre entité, des risques liés à la détention, à la propriété ou autre de toute sorte de créances, instruments financiers, autres biens (mobiliers ou immobiliers, corporels ou incorporels, et incluant, sans limitations, toute sorte de valeurs mobilières), ou liés à des dettes ou engagements de tiers ou inhérents à tout ou partie des activités réalisées par des tiers, existant ou futurs, et/ou investir directement ou indirectement dans, acquérir, détenir ou céder ces créances, instruments financiers, autres biens dettes ou engagements.

La Société peut acquérir et/ou prendre en charge ces risques en acquérant directement ou indirectement, par tout moyen tout titre de propriété dans, des titres, des dépôts ou produits structurés, des créances et/ou autres biens ou actifs ou en s'obligeant de toute autre manière.

L'acquisition et/ou la prise en charge de ces risques par la Société sera financée par l'émission de valeurs mobilières (incluant mais ne se limitant pas à des parts sociales, notes ou obligations) de toute nature et libellés en diverses devises, dont la valeur ou le revenu dépend de tous ou d'une partie de ces risques. Ces valeurs mobilières peuvent être émises en différentes séries ou tranches avec des droits différents ou non. La Société n'émettra cependant pas de valeurs mobilières au public de façon continue (tels que ces termes sont interprétés sous la loi luxembourgeoise et la réglementation).

Sans préjudice de la généralité de ce qui précède, la Société peut en particulier, de la façon la plus large permise par, mais toujours en restant dans le cadre et les limites de la Loi sur la Titrisation et la Loi:

1) emprunter ou lever des fonds sous quelque forme que ce soit auprès de toute entité afin de financer l'acquisition ou la prise en charge des risques qu'elle assume ou acquiert et/ou se conformer à tout paiement ou autre obligation qu'elle a en raison de ses titres ou sous tout contrat à conclure dans le contexte d'une opération de titrisation dans le sens de la Loi sur la Titrisation;

2) acquérir, détenir ou céder, sous quelque forme que ce soit, par tous moyens, par voie directe ou indirecte, des participations, droits, intérêts et engagements dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères ou toute autre entité active dans tout secteur (y compris des biens immobiliers), y compris des participations dans des sociétés de personnes (y compris partnerships, et limited partnerships), des fiducies (trusts), des fonds ou d'autres entités;

3) acquérir par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que aliéner par vente, échange ou de toute autre manière, des titres, obligations, créances, billets et autres valeurs ou instruments financiers de toutes espèces (notamment des obligations ou parts émises par des fonds commun de placement luxembourgeois ou par des fonds étrangers, ou tout autre organisme similaire et des obligations échangeables ou convertibles), des produits structurés sur des marchandises ou des actifs (y compris des titres de dette ou de capital), de droits à recevoir, de créances, de prêts ou toute autre facilité de crédit (ainsi que des contrats s'y rapportant), tout type de bien immobilier ainsi que tout autre type d'actif);

4) procéder à la possession, l'administration, le développement et la gestion de tout type de portefeuille d'actifs;

5) consentir des prêts et/ou prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions de valeurs mobilières, à ses filiales, sociétés affiliées ou à toute autre société;

6) consentir des garanties et/ou donner des sûretés dans et/ou sur ses actifs, sa propriété ou ses droits (par voie de gage, hypothèque, sûreté ou autre) sous toute loi afin d'assurer le respect des obligations ou engagements qu'elle assume ou dans l'intérêt des investisseurs (y compris son "trustee" ou son mandataire, le cas échéant) et/ou de toute entité émettrice participant à une opération de titrisation de la Société;

7) vendre, transférer, céder, racheter, grever ou autrement céder ses actifs par tout moyen (y compris par échange, conversion, apport ou à travers des opérations de dérivés ou de swap) et de toute manière et contre tout paiement ou toute compensation que le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil, ou toute personne nommée à cet effet, pourra approuver au fil du temps;

8) conclure, exécuter ou accomplir toutes les opérations de swaps, opérations à terme (futures), opérations sur produits dérivés, marchés à prime (options), opérations de rachat, prêt de titres, ainsi que toutes autres opérations similaires, et, de manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue de leur gestion efficace, y compris (mais s'en s'y limiter) des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, de change, de taux d'intérêt et autres risques.

9) en général gérer ses actifs d'une façon continue ou déléguer cette gestion à un tiers à sa seule discrétion; et

10) conclure tous contrats et réaliser toutes actions nécessaires ou utiles pour réaliser des transactions permises par la Loi sur la Titrisation, y compris et sans limitation, la cession ou le transfert de ses actifs, conformément aux contrats en question.

Tous les objets et toutes les descriptions ci-dessus doivent être comprises dans leurs sens le plus large et leur énumération est énonciative et non limitative. L'objet social de la Société couvre toutes les opérations auxquelles la Société participe et tous les contrats passés par la Société, dans la mesure où ils restent compatibles avec l'objet social ci-avant explicité.

D'une façon générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, directement ou indirectement liée ou utile pour faciliter la réalisation de son objet, et peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toutes opérations ou transactions qu'elle considère nécessaires ou utiles pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large autorisée par la Loi sur la Titrisation de 2004.

La Société ne pourra exercer les activités susmentionnées que pour autant qu'elles soient compatibles avec la Loi sur la Titrisation.

Art. 3. Compartiments. Le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil pourra, conformément aux dispositions de la Loi sur la Titrisation, créer un ou plusieurs compartiments au sein de la Société (le(s) Compartiment(s)). Chaque Compartiment devra, à moins qu'il n'en soit prévu autrement dans les résolutions du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, du Conseil créant un tel Compartiment, correspondre à une partie distincte de l'actif et du passif de la Société et un financement spécifique de tels actifs. La Société peut émettre en une ou plusieurs transaction(s) des séries ou tranches de valeurs mobilières dont la valeur ou le rendement sont fonction d'un ou de plusieurs Compartiments ou d'avoirs ou de risques déterminés, ou dont le remboursement est subordonné au remboursement d'autres instruments ou de certaines créances, et le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil déterminera les conditions applicables aux valeurs mobilières émises sur la base d'un Compartiment déterminé des actifs de la Société. Tout détenteur de valeurs mobilières sera lié par les conditions relatives au Compartiment concerné, y compris (sans limitation) les dispositions quant aux recours limités ou à la subordination.

Entre créanciers et investisseurs de la Société, chaque Compartiment devra être traité comme une entité séparée de la manière suivante. Les droits des créanciers et des investisseurs de la Société (i) qui, lorsqu'ils ont été créés, ont été désignés comme rattachés à un Compartiment et/ou (ii) qui sont liés à un Compartiment et/ou (iii) qui sont nés lors de la création, du fonctionnement ou de la mise en liquidation d'un Compartiment sont strictement limités aux biens de ce Compartiment qui seront exclusivement disponibles pour satisfaire ces investisseurs ou créanciers. Les investisseurs ou les créanciers de la Société dont les droits ne sont pas spécifiquement rattachés à un Compartiment déterminé n'auront aucun droit aux biens d'un tel Compartiment. Si le produit de la réalisation des actifs d'un Compartiment est insuffisant pour payer un montant dû aux détenteurs de valeurs mobilières liées à ce Compartiment, ces détenteurs n'auront d'autres recours en raison de cette insuffisance qui sera donc éteinte ni contre la Société, ni contre aucun autre compartiment ou élément d'actif de la Société.

Les honoraires, frais, dépenses et autres charges réalisés pour le compte de la Société dans son ensemble, seront des charges générales de la Société et ne devront pas être payées avec l'actif d'un quelconque Compartiment. Dans le cas où ces honoraires, frais, dépenses et autres charges susmentionnés ne peuvent pas être autrement réglés, ils pourront être affectés au pro rata sur les Compartiments de la Société sur décision du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, du Conseil.

Les résolutions du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, du Conseil créant un ou plusieurs Compartiments au sein de la Société, ainsi que toutes modifications subséquentes, seront opposables aux tiers, à compter de la date de ces résolutions. Sauf disposition contraire dans les résolutions du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, du Conseil créant un tel Compartiment, aucune résolution du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, du Conseil ne pourra être prise afin de modifier les résolutions ayant créé un tel Compartiment ou afin de prendre toute autre décision affectant directement les droits des investisseurs ou des créanciers dont les droits sont rattachés à un tel Compartiment sans le consentement préalable des investisseurs ou créanciers dont les droits sont rattachés à ce Compartiment. Toute décision prise par le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil, en violation de cette disposition sera nulle et non avenue.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Dénomination. La Société aura la dénomination "Urban Exposure Finance Lux S.à r.l."

Art. 6. Siège social. Le siège social est établi à Luxembourg-ville.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la commune par décision du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Dans l'hypothèse où le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil, estimerait que des événements extraordinaires, d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société au siège social ou la communication aisée du siège social avec des personnes à l'étranger se seraient produits ou seraient imminents, il pourrait transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales;

ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant tout transfert provisoire du siège, restera une société luxembourgeoise. De telles mesures temporaires seront prises et notifiées par le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par le Conseil, à toute personne intéressée.

Art. 7. Capital social - Parts sociales.

7.1 - Capital social souscrit et libéré

Le capital social de la Société est fixé à neuf mille Livres Sterling (GBP 9.000) représenté par neuf mille (9.000) parts sociales (les Parts Sociales) d'une valeur nominale de une Livre Sterling (GBP 1) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

A partir du moment et aussi longtemps que toutes les Parts Sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi. Dans la mesure où les articles 200-1 et 200-2 de la Loi trouvent à s'appliquer, chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes d'émission payées sur toute Part Sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes d'émission peut être utilisé dans le cadre légal le plus étendu. Toute prime d'émission payée sera distribuable.

Dans le cas où un ou plusieurs Compartiments ont été créés dans la Société, des Parts peuvent être émises ayant des droits exclusivement en lien avec un ou plusieurs Compartiments. Toute prime d'émission versée pour les Parts Sociales et liées à un Compartiment spécifique sera affectée au compte spécifique de réserve de prime d'émission rattaché à ce Compartiment de la Société.

7.2 - Modification du capital social

Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 10 des Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

7.3 - Indivisibilité des Parts Sociales

Envers la Société, les Parts Sociales sont indivisibles, et un seul propriétaire par Part Sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

7.4 - Transfert de Parts Sociales

Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les Parts Sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les Parts Sociales ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi.

Les Parts Sociales ne peuvent être transmises inter vivos à des tiers non-associés qu'après approbation préalable en assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social.

Le transfert de Parts Sociales doit s'effectuer par un acte notarié ou un acte sous seing privé. Le transfert ne peut être opposable à l'égard de la Société ou des tiers qu'à partir du moment de sa notification à la Société ou de son acceptation sur base des dispositions de l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

7.5 - Enregistrement de Parts Sociales

Toutes les Parts Sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le registre des associés de la Société conformément à l'article 185 de la Loi.

7.6 - Rachat de Parts Sociales

La Société pourra acquérir ses propres Parts Sociales pourvu que la Société dispose à cette fin de réserves distribuables ou des fonds suffisants et dans les limites fixées par la Loi.

Art. 8. Gérance.

8.1 - Nomination et révocation

La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Le(s) gérant(s) n'est/ne sont pas nécessairement associé(s).

Les gérants sont nommés par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés qui déterminera leur nombre ainsi que la durée de leur mandat. Ils sont rééligibles, mais sont librement révocables ad nutum, avec ou sans justification, par une résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés.

Si plusieurs gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance (le Conseil).

L'associé unique ou l'assemblée générale des associés peut décider de nommer un ou plusieurs gérant(s) de classe A et un ou plusieurs gérant(s) de classe B.

8.2 - Pouvoirs

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, de la compétence du Conseil.

8.3 - Représentation et signature autorisée

Sous réserve du respect des termes du paragraphe 2 du présent article 8.3 ci-dessous, dans les rapports avec les tiers et avec la justice, chaque gérant aura tous pouvoirs pour agir au nom et pour le compte de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social.

En cas de gérant unique, la Société peut être engagée par sa seule signature, et, en cas de pluralité de gérants, par les signatures conjointes de deux (2) gérants. Cependant, si l'associé unique ou l'assemblée générale des associés a nommé un ou plusieurs gérant(s) de classe A et un ou plusieurs gérant(s) de classe B, la Société sera engagée envers les tiers par les signatures conjointes d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B ou par la signature simple ou conjointe de toute personne à qui ce pouvoir de signature a été délégué par le Conseil, dans les limites d'un tel pouvoir.

Le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil, pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

8.4 - Président, vice-président, secrétaire, procédures

Le Conseil peut choisir parmi ses membres un président et un vice-président. Il peut aussi désigner un secrétaire, gérant ou non, qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil.

Les résolutions du Conseil seront constatées par des procès-verbaux, qui sont signés par les gérants ou le cas échéant par le président et le secrétaire ou par un notaire et seront déposés dans les livres de la Société. Les procurations, le cas échéant, resteront annexées au procès-verbal de la réunion concernée.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourraient être produits en justice ou autrement seront signés par un gérant.

En cas de pluralité de gérants, avis écrit de toute réunion du Conseil sera donné à tous les gérants par écrit ou télécopie ou courriel (e-mail), au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. Une réunion du Conseil pourra être convoquée par tout gérant, ou par un gérant de classe A et un gérant de classe B si l'associé unique ou l'assemblée générale des associés a décidé de nommer un ou plusieurs gérant(s) de classe A et un ou plusieurs gérant(s) de classe B. Il sera possible de passer outre cette convocation si tous les gérants sont présents ou représentés au Conseil et s'ils déclarent avoir été suffisamment informés de l'ordre du jour de la réunion. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil.

Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du Conseil, et si au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B sont présents ou représentés si l'associé unique ou l'assemblée générale des associés a nommé un ou plusieurs gérant(s) de classe A et un ou plusieurs gérant(s) de classe B.

Chaque gérant peut se faire représenter au Conseil par un autre gérant désigné par procuration écrite.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions seront prises à la majorité simple des voix exprimées par les gérants présents ou représentés à ladite réunion, et à la condition que au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B aient voté en faveur des dites résolutions si l'associé unique ou l'assemblée générale des associés a nommé un ou plusieurs gérant(s) de classe A et un ou plusieurs gérant(s) de classe B.

Les résolutions du Conseil peuvent également être prises sous forme de résolutions circulaires écrites. Les résolutions circulaires signées par tous les gérants sont valables et produisent les mêmes effets que les résolutions prises à une réunion du Conseil dûment convoquée, le cas échéant, et tenue. De telles décisions peuvent être documentées sur un document unique ou sur des documents séparés ayant un contenu identique et chacun d'eux étant signé par un ou plusieurs membres du Conseil.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du Conseil par conférence téléphonique ou vidéoconférence ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Toute participation à une réunion tenue par conférence téléphonique ou vidéoconférence ou par tout moyen similaire de communication mentionné ci-dessus sera réputée équivalente à une participation en personne à une telle réunion qui sera ainsi réputée avoir été tenue à Luxembourg.

8.5 - Responsabilité des gérants

Le(s) gérant(s) ne contracte(nt) en raison de sa/leur(s) fonction(s), aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/elle/eux au nom de la Société.

Art. 9. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs gérants ou fondés de pouvoirs de la Société y auront un intérêt personnel, ou en seront gérant, administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé. Sauf dispositions contraires ci-dessous, un gérant ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplira en même temps des fonctions de gérant, administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou opération.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un gérant ou fondé de pouvoirs aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société, il en avisera le gérant et ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel du gérant ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance des associés lors de la prochaine assemblée générale des associés.

Art. 10. Assemblée générale des associés. L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il/elle détient. Chaque associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui/elle. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société et pour lequel un vote à l'unanimité des associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés en nombre détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Un associé pourra être représenté à une assemblée des associés en nommant par écrit (par fax ou par e-mail ou par tout autre moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être nécessairement un associé.

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

Art. 11. Assemblée générale annuelle des associés. Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq (25), une assemblée générale des associés doit être tenue, conformément à l'article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans la convocation de l'assemblée, le 3 mai à 14.00 heures. Si ce jour devait être un jour non ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale devrait se tenir le jour ouvrable suivant. L'assemblée générale pourra se tenir à l'étranger, si de l'avis unanime et définitif du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, du Conseil, des circonstances exceptionnelles le requièrent

Art. 12. Vérification des comptes. Les comptes et opérations de la Société sont contrôlés par un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises indépendant(s) conformément à la Loi sur la Titrisation. Les réviseurs d'entreprises indépendants sont nommés par le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par le Conseil, qui déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

Art. 13. Exercice social - Comptes annuels.

13.1 - Exercice social

L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

13.2 - Comptes annuels

Chaque année, le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil, dresse un inventaire (indiquant toutes les valeurs des actifs et des passifs de la Société) ainsi que le bilan, le compte de pertes et profits, lesquels apporteront les renseignements relatifs aux charges résultant des amortissements nécessaires.

Chaque associé pourra personnellement ou par le biais d'un agent nommé à cet effet, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire susmentionné, le bilan, le compte de pertes et profits et le cas échéant le rapport du réviseur d'entreprises indépendant.

Sur des comptes séparés (en plus des comptes tenus par la Société conformément à la Loi et la pratique comptable courante), la Société déterminera à la fin de chaque année sociale un résultat pour chaque Compartiment créé (le cas échéant) comme suit:

(a) Le résultat de chaque Compartiment sera le solde entre tous revenus, profits ou autres produits payés ou dus en quelque forme que ce soit relatifs à ce Compartiment (y compris des plus-values, des bonis de liquidation et/ou des distributions de dividendes) et le montant des dépenses, pertes, impôts ou autres transferts de fonds encourus par la Société pendant cet exercice et qui peuvent être régulièrement et raisonnablement attribués à la gestion et fonctionnement de ce Compartiment (y compris honoraires, frais, impôts sur plus-values et/ou dépenses relatives à la distribution de dividendes); et

(b) Le ou les associés étudieront pour approbation ces comptes séparés simultanément avec les comptes tenus par la Société conformément à la Loi et la pratique courante.

Tous ces comptes vaudront preuve des droits des détenteurs de valeurs mobilières émises sur la base d'un Compartiment, sauf erreur manifeste.

Art. 14. Distribution des profits.

14.1 - Principe général

Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à, et aussi longtemps que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué à/aux associés en proportion de sa/leur participation dans le capital de la Société.

14.2 - Dividendes intérimaires

Les distributions de dividendes intérimaires sont autorisées dans la mesure où elles sont strictement conformes aux règles fixées par le présent article 14.2.:

(a) L'initiative de déclarer des dividendes intérimaires et d'en autoriser la distribution revient exclusivement au gérant ou, en cas de pluralité de gérants, au Conseil qui en apprécie l'opportunité et la conformité à l'intérêt social de la Société;

(b) A cet effet, le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil a compétence exclusive pour décider du montant des sommes distribuables et de l'opportunité d'une distribution, sur la base de la documentation et des principes contenus dans les Statuts et de tout accord que le / les associé(s) pourraient conclure entre eux;

(c) En outre, la décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil doit s'appuyer sur les comptes intérimaires de la Société datant de moins de deux (2) mois au moment de cette décision du gérant ou en cas de pluralité de gérants du Conseil et faisant apparaître assez de fonds disponibles pour une telle distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne devra pas excéder les bénéfices réalisés depuis la fin de l'exercice social précédent augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportables ainsi que des montants à allouer à une réserve à constituer par la Loi ou par les Statuts;

(d) le montant des dividendes intérimaires doit être limité au montant du profit distribuable tel qu'il apparaît sur les comptes intérimaires de la Société mentionnés ci-dessus. Le gérant ou en cas de pluralité de gérants le Conseil (à sa seule discrétion) peut donner mandat à un auditeur indépendant d'auditer ces comptes intérimaires afin de confirmer le montant des sommes distribuables; et

(e) Dans tous les cas, la distribution des dividendes intérimaires reste soumise aux stipulations de l'article 201 de la Loi, lequel prévoit la possibilité d'une action en répétition contre le / les associé(s) des dividendes distribués à lui/eux et ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis par la Société. Une telle action se prescrit par cinq ans à partir du jour de la répartition.

Art. 15. Dissolution - Liquidation. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale dans les conditions exigées pour la modification des Statuts. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

Chaque Compartiment peut être liquidé séparément sans que cette liquidation n'entraîne la liquidation d'un autre Compartiment ou de la Société elle-même.

Art. 16. Interdiction d'assigner la Société en faillite ou de saisir les biens de la Société. Conformément à la Loi sur la Titrisation, tout investisseur, et tout créancier de la Société et toute autre personne ayant contracté avec la Société acceptent de (i) ne pas assigner la Société en faillite ou de demander à son encontre l'ouverture de toute procédure collective ou d'assainissement et (ii) de pas saisir les actifs de la Société, quel que soit le Compartiment auquel ces actifs appartiennent ou se rapportent.

Art. 17. Limitation des recours. Les créances sur la Société des détenteurs de titres de dette émis par la Société ou des autres créanciers de la Société sont limitées aux actifs de la Société. Les créances, de détenteurs de titres de dette émis par la Société en relation avec un Compartiment particulier ou des autres créanciers dont les créances sont nées en relation avec ce Compartiment sont limitées aux seuls actifs de ce Compartiment.

Art. 18. Subordination. Toutes les créances que le ou les associés de la Société pourraient avoir à l'encontre la Société (en cette qualité) sont subordonnées aux créances que tout créancier de la Société ou tout investisseur dans la Société pourraient avoir à l'encontre de la Société.

Les investisseurs dans la Société acceptent et reconnaissent que leurs droits dans un Compartiment peuvent être subordonnés aux droits d'autres investisseurs dans la Société, et/ou de créanciers de, ce même Compartiment.

Art. 19. Lois applicables. Pour tous les points non expressément prévus aux Statuts, renvoi est fait aux dispositions de la Loi et/ou de la Loi sur la Titrisation.

Disposition transitoire

Par dérogation, la première année sociale de la Société débutera à la date de sa constitution et se terminera le 31 décembre 2015.

Souscription - Libération

Les Statuts ainsi établis, la partie comparante déclare souscrire au capital social de la Société comme suit:

Souscripteur	Nombre de parts sociales	Montant souscrit	% du capital social
Urban Exposure Finance Limited	9.000	GBP 9.000	100%
TOTAL	9.000	GBP 9.000	100%

Toutes les Parts Sociales ont été intégralement libérées à hauteur de cent pourcent (100%) par des versements en numéraire, de sorte que le montant de neuf mille Livres Sterling (GBP 9.000) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, rémunérations, frais et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société à raison de sa constitution sont estimés à environ mille quatre cents euros (EUR 1.400).

La somme de neuf mille Livres Sterling (GBP 9.000) correspond à la somme de douze mille huit cent trente-huit euros et quatre-vingt centimes (EUR 12.838,80) conformément au taux de change publié par la Banque Centrale Européenne en date du 30 juillet 2015.

Résolutions de l'associé unique

L'associé unique a immédiatement pris les résolutions suivantes:

1. L'associé unique a décidé de fixer à deux (2) le nombre de gérants de la Société et à aussi décidé de nommer les personnes suivantes comme gérants de la Société pour une durée illimitée:

- Monsieur Mark BECKETT, né le 14 septembre 1975, à Londres (Royaume-Uni), demeurant professionnellement au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg; et

- Madame Claudine SCHINKER, née le 31 mars 1964, à Pétange (Grand-Duché de Luxembourg), demeurant professionnellement au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

2. L'associé unique a décidé d'établir le siège social de la Société au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que la partie comparante a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, dressé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. Schinker et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 03 août 2015. 2LAC/2015/17759. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 août 2015.

Référence de publication: 2015137846/770.

(150148899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

VEDF (Luxembourg) P3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 180.741.

Le bilan de la société au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015137865/12.

(150149647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

Thallium Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 199.219.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth day of the month of July.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

BRE/Europe 8Q S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 195.183,

represented by Maître Ségolène Le Marec, maître en droit, professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company Thallium Investment S.à r.l. (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name “Thallium Investment S.à r.l.” (the “Company”) is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees (including up-stream and sidestream), grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) represented by five hundred (500) shares with a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, e-mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all

expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2015.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by

profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Transitory disposition

The first accounting year shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2015.

Subscription and payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up in cash the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price (EUR)
BRE/Europe 8Q S.à r.l.	500	EUR 12,500
Total	500	EUR 12,500

Evidence of the payment of the total subscription price has been shown to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
2. The following person is appointed manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:
 - BRE/Management 8 S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 195.140.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

The document having been read to the appearing party, who requested that the deed should be documented in English, the said appearing party signed the present original deed together with the notary, having personal knowledge of the English language. The present deed, worded in English, is followed by a translation into German. In case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, the said appearing party signed together with the notary the present deed.

Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am dreißigsten Tag des Monats Juli,

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Cosita DELVAUX, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, ist erschienen,

BRE/Europe 8Q S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt, und eingetragen ist im Registre de commerce et des sociétés in Luxembourg unter der Nummer B 195.183,

hier vertreten durch Frau Ségolène Le Marec, maître en droit, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht welche vorliegender Urkunde beigelegt ist um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

Die erschienene Partei hat in ihrer vorgenannten Eigenschaft den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) Thallium Investment S.à r.l. wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen „Thallium Investment S.à r.l.“ (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben (einschließlich up-stream und sidestream Bürgschaften), Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), eingeteilt in fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

Art. 6. Übertragung der Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratssitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Ver-

bindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres. Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2015 enden.

Art. 12. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 13. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

Art. 14. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u. a. Anwendung.

Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2015 enden.

Zeichnung und Zahlung

Nach dem die erschienene Partei die Gründungssatzung erstellt hat, hat sie das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt in bar eingezahlt und gezeichnet:

Einzahler	Zahl der Geschäftsanteile	Einzahlungspreis (EUR)
BRE/Europe 8Q S.à r.l.	500	EUR 12.500
Summe	500	EUR 12.500

Ein Beleg für die vollständige Einzahlung der Geschäftsanteile wurde dem unterzeichneten Notar vorgelegt.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Gesellschaftsgründung entstehen, werden auf ungefähr EUR 1.500,- geschätzt.

Außerordentliche Beschlüsse des Gesellschafters

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft hat der Alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

1. Sitz der Gesellschaft ist in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg.
2. Die folgende Person wird für einen unbeschränkten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft mit der in der Satzung der Gesellschaft beschriebenen Unterschriftsbefugnis ernannt:
 - BRE/Management 8 S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxemburg und eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 195.140.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der oben erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in English abgefasst wird, gefolgt von einer deutschen Übersetzung.

Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienene Partei die dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat dieselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: S. LE MAREC, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 03 août 2015. Relation: 1LAC/2015/24612. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 11. August 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015137810/453.

(150149045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

Tellurium Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 199.215.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth day of the month of July.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

BRE/Europe 8Q S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 195.183,

represented by Maître Ségolène Le Marec, maître en droit, professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company Tellurium Investment S.à r.l. (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name “Tellurium Investment S.à r.l.” (the “Company”) is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees (including up-stream and side-stream), grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) represented by five hundred (500) shares with a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions.

The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2015.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Transitory disposition

The first accounting year shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2015.

Subscription and payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up in cash the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price (EUR)
BRE/Europe 8Q S.à r.l.	500	EUR 12,500
Total	500	EUR 12,500

Evidence of the payment of the total subscription price has been shown to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
2. The following person is appointed manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:
 - BRE/Management 8 S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 195.140.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

The document having been read to the appearing party, who requested that the deed should be documented in English, the said appearing party signed the present original deed together with the notary, having personal knowledge of the English language. The present deed, worded in English, is followed by a translation into German. In case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, the said appearing party signed together with the notary the present deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am dreißigsten Tag des Monats Juli,

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Cosita DELVAUX, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, ist erschienen,

BRE/Europe 8Q S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt, und eingetragen ist im Registre de commerce et des sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 195.183,

hier vertreten durch Frau Ségolène Le Marec, maître en droit, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht welche vorliegender Urkunde beigelegt ist um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

Die erschienene Partei hat in ihrer vorgenannten Eigenschaft den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) Tellurium Investment S.à r.l. wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen „Tellurium Investment S.à r.l.“ (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben (einschließlich up-stream und sidestream Bürgschaften), Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und

Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), eingeteilt in fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

Art. 6. Übertragung der Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratssitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Art. , soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Art. hat.

Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres. Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2015 enden.

Art. 12. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 13. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

Art. 14. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Art. 179(2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Art. 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2015 enden.

Zeichnung und Zahlung

Nach dem die erschienene Partei die Gründungssatzung erstellt hat, hat sie das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt in bar eingezahlt und gezeichnet:

Einzahler	Zahl der Geschäftsanteile	Einzahlungspreis (EUR)
BRE/Europe 8Q S.à r.l.	500	EUR 12.500
Summe	500	EUR 12.500

Ein Beleg für die vollständige Einzahlung der Geschäftsanteile wurde dem unterzeichneten Notar vorgelegt.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Gesellschaftsgründung entstehen, werden auf ungefähr EUR 1.500,- geschätzt.

Außerordentliche Beschlüsse des Gesellschafters

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft hat der Alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

1. Sitz der Gesellschaft ist in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg.
2. Die folgende Person wird für einen unbeschränkten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft mit der in der Satzung der Gesellschaft beschriebenen Unterschriftsbefugnis ernannt:
 - BRE/Management 8 S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxemburg und eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 195.140.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der oben erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in English abgefasst wird, gefolgt von einer deutschen Übersetzung.

Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienene Partei die dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat dieselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: S. LE MAREC, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 03 août 2015. Relation: 1LAC/2015/24609. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 11. August 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015137809/453.

(150148997) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

Soilub, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 199.103.

Extrait du Procès-Verbal du 6 août 2015

A dater du 1^{er} décembre 2014, l'adresse du domicile de l'associé-gérant Mr Hubert Bouillon est la suivante:

Apartado 5012, Casa de Nossos Sohns

Santa Barbara de Nexe

8005-491 FARO

Portugal

A dater du 1^{er} décembre 2014, l'adresse du domicile de l'associée Mme Marie-Marthe De L'Estang de Rusquec épouse Bouillon est la suivante:

Apartado 5012, Casa de Nossos Sohns

Santa Barbara de Nexe

8005-491 FARO

Portugal

Référence de publication: 2015139254/19.

(150150573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

SOF VIII Pike Investments Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 10.260,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 150.073.

Les comptes annuels au 31 octobre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 août 2015.

Référence de publication: 2015139253/10.

(150151051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

Star-One, Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 98.455.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2015.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2015139262/11.

(150150819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

Silverline S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 178.762.

Il résulte d'un changement d'adresse que la société CTP International Partners, S.à r.l., SPF, société à responsabilité limitée, associée de la Société, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173.791, est désormais domiciliée au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 12 août 2015.

Référence de publication: 2015139228/12.

(150150652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

McEwan Solar Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 176.125.

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth day of June.

Before Us, Maître Roger ARRENSDORFF, notary residing in Luxurg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Balfour Beatty Infrastructure Partners, L.P., a limited partnership established and existing under the laws of England and Wales, having its registered office at first floor, Dorey Court Admiral Park, St. Peter Port Guernsey, Channel Islands, GY1 6HJ and registered at the Companies House under number LP015216, represented by its general partner, Balfour Beatty Infrastructure Partners GP Limited, a non-cellular company established and existing under the laws of Guernsey, having its registered office at first floor, Dorey Court Admiral Park, St. Peter Port Guernsey, Channel Islands, GY1 6HJ and registered with the Guernsey Registry under number 55206,

here represented by Maître Claude FEYEREISEN, lawyer, with professional address in Luxembourg,

by virtue of a proxy given under private seal on June 26th, 2015.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing person, represented as mentioned above, is the sole shareholder of the private limited liability company ("société à responsabilité limitée") established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg under the name of "McEwan Solar Lux S.à r.l." having its registered office at 47, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 176.125, incorporated by a deed of Maître Maître Roger Arrensdorff, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, of 12 March 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1198, dated 22 May 2013 and whose bylaws have been last amended pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, of 14 January 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1350, dated 26 May 2014 (the Company).

II. The Company's share capital is set at eleven thousand four hundred British pounds (GBP 11,400), represented by one thousand seven hundred seventy-nine (1,779) class A shares, one thousand sixty-nine (1,069) class B shares, one thousand sixty-nine (1,069) class C shares, one thousand sixty-nine (1,069) class D shares, one thousand sixty-nine (1,069) class E shares, one thousand sixty-nine (1,069) class F shares, one thousand sixty-nine (1,069) class G shares, one thousand sixty-nine (1,069) class H shares, one thousand sixty-nine (1,069) class I shares and one thousand sixty-nine (1,069) class J shares, with a nominal value of one British pound (GBP 1) each.

III. The appearing person, representing the entire issued and outstanding share capital of the Company, having waived any notice requirement, the general meeting of shareholders is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the following agenda, of which the sole shareholder has been duly informed beforehand:

1. Increase of the Company's share capital by an amount of ten thousand two hundred seventy-one British pounds (GBP 10,271), by the incorporation of available share premium of the Company into its share capital, so as to raise it from its present amount of eleven thousand four hundred British pounds (GBP 11,400) to twenty-one thousand six hundred seventy-one British pounds (GBP 21,671), by creation and issuance of ten thousand two hundred seventy-one (10,271) new class A shares with a nominal value of one British pound (GBP 1) each, vested with the same rights and obligations as the existing shares;

2. Allocation of the new shares to the sole shareholder Balfour Beatty Infrastructure Partners, L.P.;

3. Amendment of the “Available Amount” definition and formula set out in article 5.9. of the Company’s articles of association (the Articles), so as to include any existing and available share premium amount therein;

4. Amendment of the Articles so as to insert a new article 5.3. establishing share premium which shall be freely distributable, with a subsequent renumbering of the current articles 5.3 to 5.9 of the Articles into articles 5.4 to 5.10 of the Articles;

5. Decrease of the Company’s share capital by an amount of one thousand sixty-nine British pounds (GBP 1,069), in order to reduce it from its amount of twenty-one thousand six hundred seventy-one British pounds (GBP 21,671) to twenty thousand six hundred two British pounds (GBP 20,602), by means of simultaneous redemption and cancellation of all one thousand sixty-nine (1,069) class J shares with a nominal value of one British pound (GBP 1) each, held by Balfour Beatty Infrastructure Partners, L.P., at a Cancellation Value per Share amounting to four hundred and forty British pounds and twenty-two pennies (GBP 440.22) based on the Total Cancellation Amount of four hundred and seventy thousand five hundred and ninety-five British pounds and eighteen pennies (GBP 470,595.18), determined by the board of managers of the Company in the minutes of the board of managers’ meeting dated June 16, 2015 and in accordance with articles 5.6. to 5.10. of the Articles;

6. Amendment of articles 5.1., 5.2., 5.6. and 5.10. of the Articles, so as to reflect the above resolutions;

7. Miscellaneous.

First resolution

The sole shareholder resolves to increase the Company’s share capital by an amount of ten thousand two hundred seventy-one British pounds (GBP 10,271), by the incorporation of available share premium of the Company into its share capital, so as to raise the share capital from its present amount of eleven thousand four hundred British pounds (GBP 11,400) to twenty-one thousand six hundred seventy-one British pounds (GBP 21,671), by creation and issuance of ten thousand two hundred seventy-one (10,271) new class A shares with a nominal value of one British pound (GBP 1) each, vested with the same rights and obligations as the existing shares (the New Class A Shares).

Distribution of the new class a shares

Since the Company has only a sole shareholder, the New Class A Shares shall be allocated to such sole shareholder.

Availability of reserves

The amount of the available share premium of the Company (the Share Premium) is evidenced by, inter alia, interim financial statements of the Company dated March 31 2015 (the Interim Financial Statements), which show that this amount is at least equal to the amount of available reserves to be incorporated into the share capital of the Company.

The amount and the availability of the Share Premium have been certified to the undersigned notary by a report of the management of the Company dated June 25, 2015, which states in essence that:

1. Based on generally accepted accountancy principles, the amount of Share Premium per the Interim Financial Statements is much higher than the amount of ten thousand two hundred seventy-one British pounds (GBP 10,271) of available share premium reserves to be incorporated into the share capital of the Company (the Incorporated Share Premium) in exchange for the issuance of ten thousand two hundred seventy-one (10,271) new class A shares; and

2. There are no major changes in the financial situation of the Company since the Interim Financial Statements.

Second resolution

The sole shareholder resolves to amend the “Available Amount” definition and formula included in article 5.9. of the Articles, so as to include therein a reference to “any existing and available share premium amount”.

Third resolution

The sole shareholder resolves to amend the Articles so as to insert therein a new article 5.3. on the share premium account, as follows, with the current articles 5.3 to 5.9 of the Articles to be renumbered in order to become articles 5.4 to 5.10 of the Articles:

“5.3. The single manager, the board of managers or the general meeting of shareholders may decide to repay any existing share premium amount, at any time, on the basis of a statement of accounts prepared by the single manager or the board of managers not later than two months prior to the proposed repayment showing that a sufficient share premium amount is available.”

Fourth resolution

The sole shareholder acknowledges that the Available Amount for the Class J of shares is in the amount of eight hundred and fourteen thousand nine hundred and eighteen British pounds and thirty pennies (GBP 814,918.30), determined by the managers of the Company in the minutes of the board of managers’ meeting dated June 16, 2015 and in accordance with articles 5.6. to 5.10. of the Articles, minus the Incorporated Share Premium.

The sole shareholder approves the Total Cancellation Amount for the Class J of shares in the amount of four hundred and seventy thousand five hundred and ninety-five British pounds and eighteen pennies (GBP 470,595.18), determined by

the managers of the Company in the minutes of the board of managers' meeting dated June 16, 2015 and in accordance with articles 5.8. and 5.10. of the Articles, such determined amount remaining unaffected by the Incorporated Share Premium.

The sole shareholder acknowledges further that the Company's Interim Financial Statements show the financial situation of the Company with sufficient funds currently booked in the Company's accounts, so that a redemption of all one thousand sixty-nine (1,069) Class J shares for the Total Cancellation Amount of four hundred and seventy thousand five hundred and ninety-five British pounds and eighteen pennies (GBP 470,595.18) shall not have the effect of reducing the net assets of the Company below the aggregate of the Company's subscribed capital and the Company's reserves which may not be distributed under Luxembourg laws and consequently approves the redemption of these shares as recommended by the managers of the Company in the minutes of the board of managers' meeting dated June 16, 2015, to become effective at the time of the sole shareholders' meeting.

The sole shareholder thus resolves to decrease the Company's share capital by an amount of one thousand sixty-nine British pounds (GBP 1,069), in order to reduce it from its current amount of twenty-one thousand six hundred seventy-one British pounds (GBP 21,671) to twenty thousand six hundred two British pounds (GBP 20,602), by means of simultaneous redemption and cancellation of all one thousand sixty-nine (1,069) class J shares, with a nominal value of one British pound (GBP 1) each, held by Balfour Beatty Infrastructure Partners, L.P., at a Cancellation Value per Share amounting to four hundred and forty British pounds and twenty-two pennies (GBP 440.22), based on the abovementioned Total Cancellation Amount of four hundred and seventy thousand five hundred and ninety-five British pounds and eighteen pennies (GBP 470,595.18).

Fifth resolution

Pursuant to the above resolutions, the sole shareholder resolves (i) to amend articles 5.1., 5.2., 5.6. and 5.10. of the Articles, which shall henceforth read as follows:

“ **5.1.** The Company's corporate capital is fixed at twenty thousand six hundred two British pounds (GBP 20,602), represented by twenty thousand six hundred two (20,602) shares in registered form with a nominal value of one British pound (GBP 1) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. These shares are divided into classes (the Class(es)) as follows:

- (i) twelve thousand fifty (12,050) Class A shares;
- (ii) one thousand sixty-nine (1,069) Class B shares;
- (iii) one thousand sixty-nine (1,069) Class C shares;
- (iv) one thousand sixty-nine (1,069) Class D shares;
- (v) one thousand sixty-nine (1,069) Class E shares;
- (vi) one thousand sixty-nine (1,069) Class F shares;
- (vii) one thousand sixty-nine (1,069) Class G shares;
- (viii) one thousand sixty-nine (1,069) Class H shares; and
- (ix) one thousand sixty-nine (1,069) Class I shares.

Any reference made hereinafter to the “shares” shall be constructed as a reference to the Class A and/or B and/or C and/or D and/or E and/or F and/or G and/or H and/or I shares, depending on the context and as applicable.

5.6. The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of shares, including by the cancellation of one or more entire Classes of shares through the repurchase and cancellation of all the shares in issue in such class(es) (the Cancellation). In the case of repurchases and cancellations of Classes of shares, such cancellations and repurchases of shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with Class I).

5.10. Within this article 5, the following definitions apply:

Available Amount:

Means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent the shareholders would have been entitled to dividend distributions according to these Articles, increased by (i) any freely distributable reserves and any existing and available freely distributable share premium amount and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of shares to be cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA= Available Amount

NP= net profits (including carried forward profits)

P= any freely distributable reserves and any existing and available freely distributable share premium amount

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of shares to be cancelled
L= losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles.

Total Cancellation Amount: Means, for each of the Classes I, H, G, F, E, D, C, B and A, the Available Amount of the relevant Class at the time of the cancellation of the relevant Class, unless otherwise resolved by the general meeting of the Shareholders in the manner provided for an amendment of the Articles, provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.”

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present shareholder resolutions are estimated at one thousand Euro (EUR 1,000.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy holder of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date first written above.

The document having been read to the proxy holder of the appearing person, who is known to the notary by his full name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L’an deux mille quinze, le trentième jour du mois de juin,

Par-devant Nous, Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Balfour Beatty Infrastructure Partners, L.P., une société en commandite constituée et régie par les lois de l’Angleterre et du Pays de Galles, ayant son siège social au 1^{er} étage, Dorey Court Admiral Park, St. Peter Port Guernsey, Iles anglo-normandes, GY1 6HJ et immatriculée auprès du Registre des Sociétés sous le numéro LP015216, représentée par son associé commandité, Balfour Beatty Infrastructure Partners GP Limited, une société non-cellulaire constituée et régie par les lois de Guernsey, ayant son siège social au 1^{er} étage, Dorey Court Admiral Park, St. Peter Port Guernsey, Iles anglo-normandes, GY1 6HJ et immatriculée auprès du Registre de Guernsey sous le numéro 55206,

ici représentée par Maître Claude FEYEREISEN, Avocat à la Cour, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d’une procuration donnée sous seing privé le 26 juin 2015.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes afin d’être enregistrée avec elles.

La partie comparante, représentée tel qu’indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d’acter ce qui suit:

I. La partie comparante, représentée tel qu’indiqué ci-dessus, est l’associé unique de la société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination «McEwan Solar Lux S.à r.l.», ayant son siège social au 47, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 176.125, constituée en vertu d’un acte de Maître Roger Arrendorff, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 12 mars 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1198 du 22 mai 2013 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 14 janvier 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1350 du 26 mai 2014 (la “Société”).

II. Le capital social de la Société est actuellement fixé à onze mille quatre cents livres Sterling (GBP 11.400) représenté par mille sept cent soixante-dix-neuf (1.779) parts sociales de classe A, mille soixante-neuf (1.069) parts sociales de classe B, mille soixante-neuf (1.069) parts sociales de classe C, mille soixante-neuf (1.069) parts sociales de classe D, mille soixante-neuf (1.069) parts sociales de classe E, mille soixante-neuf (1.069) parts sociales de classe F, mille soixante-neuf (1.069) parts sociales de classe G, mille soixante-neuf (1.069) parts sociales de classe H, mille soixante-neuf (1.069) parts sociales de classe I et mille soixante-neuf (1.069) parts sociales de classe J, d’une valeur nominale d’une livre Sterling (GBP 1) chacune.

III. La partie comparante représentant l’entière du capital social de la Société émis et en circulation et ayant renoncé à l’exigence de la convocation, l’assemblée générale des associés est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points de l’ordre du jour, dont l’associé unique a été préalablement dûment informé:

1. Augmentation du capital social de la Société d’un montant de dix mille deux cent soixante-et-onze livres Sterling (GBP 10.271), par incorporation de prime d’émission disponible au capital social de la Société, de manière à augmenter le capital de son montant actuel de onze mille quatre cents livres Sterling (GBP 11.400) à vingt-et-un mille six cent soixante-et-onze livres Sterling (GBP 21.671), par la création et l’émission de dix mille deux cent soixante-et-onze (10.271) nouvelles

parts sociales de classe A d'une valeur nominale d'une livre Sterling (GBP 1) chacune, auxquelles sont attachés les mêmes droits et obligations qu'aux parts sociales existantes;

2. Attribution des nouvelles parts sociales à l'associé unique Balfour Beatty Infrastructure Partners, L.P.;

3. Modification de la définition et de la formule du «Montant Disponible» indiquées à l'article 5.9. des statuts de la Société (les Statuts), de manière à inclure tout montant de prime d'émission existant et disponible;

4. Modification des Statuts de manière à insérer un nouvel article 5.3. afin de créer une prime d'émission qui sera librement distribuable, et par conséquent modifier la numérotation des articles 5.3. à 5.9. actuels des Statuts pour qu'ils soient désormais numérotés de 5.4. à 5.10.;

5. Réduction du capital social de la Société d'un montant de mille soixante-neuf livres Sterling (GBP 1.069), afin de le réduire de son montant actuel de vingt-et-un mille six cent soixante-et-onze livres Sterling (GBP 21.671) à vingt mille six cent deux livres Sterling (GBP 20.602), par le rachat et l'annulation simultanés de toutes les mille soixante-neuf (1.069) parts sociales de classe J d'une valeur nominale d'une livre Sterling (GBP 1) chacune, détenues par Balfour Beatty Infrastructure Partners, L.P., à une Valeur d'Annulation par Part Sociale d'un montant de quatre cent quarante livres Sterling et vingt-deux centimes (GBP 440,22), basé sur un Montant Total Annulé de quatre cent soixante-dix mille cinq cent quatre-vingt-quinze livres Sterling et dix-huit centimes (GBP 470.595,18), déterminé par le conseil de gérance de la Société dans le procès-verbal de la réunion du conseil de gérance daté du 16 juin 2015 et conformément aux articles 5.6. à 5.10. des Statuts;

6. Modification des articles 5.1., 5.2., 5.6. et 5.10. des Statuts, de manière à refléter résolutions ci-dessus;

7. Divers.

Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de dix mille deux cent soixante-et-onze livres Sterling (GBP 10.271), par incorporation de prime d'émission disponible au capital social de la Société, de manière à augmenter le capital de son montant actuel de onze mille quatre cents livres Sterling (GBP 11.400) à vingt-et-un mille six cent soixante-et-onze livres Sterling (GBP 21.671), par la création et l'émission de dix mille deux cent soixante-et-onze (10.271) nouvelles parts sociales de classe A d'une valeur nominale d'une livre Sterling (GBP 1) chacune, auxquelles sont attachés les mêmes droits et obligations qu'aux parts sociales existantes (les Nouvelles Parts Sociales de Classe A).

Attribution des nouvelles parts sociales de classe A

La Société ayant seulement un associé unique, les Nouvelles Parts Sociales de Classe A seront attribuées à cet associé unique.

Disponibilité des réserves

Le montant de la prime d'émission disponible de la Société (la Prime d'Emission) est confirmé par, inter alia, les états financiers intérimaires de la Société en date du 31 mars 2015 (les Etats Financiers Intérimaires), qui montrent que ce montant est au moins égal au montant des réserves disponibles à incorporer au capital social de la Société.

Le montant et la disponibilité de la Prime d'Emission ont été confirmés au notaire instrumentant par un rapport de la gérance de la Société daté du 25 juin 2015, qui indique essentiellement que:

1. Sur base de principes comptables généralement reconnus, le montant de la Prime d'Emission par les Etats Financiers Intérimaires est beaucoup plus élevé que le montant de dix mille deux cent soixante-et-onze livres Sterling (GBP 10.271) des réserves de prime d'émission disponible à incorporer au capital social de la Société (la Prime d'Emission Incorporée) en contrepartie de l'émission de dix mille deux cent soixante-et-onze (10.271) nouvelles parts sociales de classe A; et

2. Aucun changement majeur n'a affecté la situation financière de la Société depuis les Etats Financiers Intérimaires.

Deuxième résolution

L'associé unique décide de modifier la définition et la formule du «Montant Disponible» indiquées à l'article 5.9. des statuts, de manière à y insérer une référence à «tout montant de prime d'émission existant et disponible».

Troisième résolution

L'associé unique décide de modifier les statuts de manière à insérer un nouvel article 5.3. relatif au compte de prime d'émission, comme suit, et modifier la numérotation des articles 5.3. à 5.9. actuels des Statuts pour qu'ils soient désormais numérotés de 5.4. à 5.10.:

5.3. Le gérant unique, le conseil de gérance ou l'assemblée générale des associés peut décider de rembourser tout montant de prime d'émission existant, à tout moment, sur base d'un relevé de compte préparé par le gérant unique ou le conseil de gérance pas plus tard que deux mois avant le remboursement proposé indiquant qu'un montant de prime d'émission suffisant est disponible.

Quatrième résolution

L'associé unique reconnaît que le Montant Disponible pour les parts sociales de Classe J est de huit cent quatorze mille neuf cent dix-huit livres Sterling et trente centimes (GBP 814.918,30), déterminé par les gérants de la Société dans le procès-verbal de la réunion du conseil de gérance daté du 16 juin 2015 et conformément aux articles 5.6. à 5.10. des Statuts, moins la Prime d'Emission Incorporée, L'associé unique approuve le Montant Total Annulé pour les parts sociales de Classe J d'un montant de quatre cent soixante-dix mille cinq cent quatre-vingt-quinze livres Sterling et dix-huit centimes (GBP 470.595,18), déterminé par les gérants de la Société dans le procès-verbal de la réunion du conseil de gérance daté du 16 juin 2015 et conformément aux articles 5.8. et 5.10. des Statuts, ce montant déterminé demeurant inchangé par la Prime d'Emission Incorporée.

L'associé unique reconnaît que les Etats Financiers Intérimaires de la Société montrent que la situation financière de la Société fait apparaître des fonds suffisants dans les comptes de la Société, de sorte que le rachat de toutes les mille soixante-neuf (1.069) parts sociales de Classe J pour le Montant Total Annulé de quatre cent soixante-dix mille cinq cent quatre-vingt-quinze livres Sterling et dix-huit centimes (GBP 470.595,18) n'aura pas pour effet de réduire les actifs nets de la Société en-dessous du total du capital souscrit de la Société et des réserves de la Société qui ne peuvent être distribuées en vertu de lois luxembourgeoises et approuve par conséquent le rachat de toutes ces parts sociales tel que recommandé par les gérants de la Société dans le procès-verbal de la réunion du conseil de gérance daté du 16 juin 2015, avec effet à la date de l'assemblée de l'associé unique.

L'associé unique décide par conséquent de réduire le capital social de la Société d'un montant de mille soixante-neuf livres Sterling (GBP 1.069), afin de le réduire de son montant actuel de vingt-et-un mille six cent soixante-et-onze livres Sterling (GBP 21.671) à vingt mille six cent deux livres Sterling (GBP 20.602), par le rachat et l'annulation simultanés de toutes les mille soixante-neuf (1.069) parts sociales de classe J d'une valeur nominale d'une livre Sterling (GBP 1) chacune, détenues par Balfour Beatty Infrastructure Partners, L.P., à une Valeur d'Annulation par Part Sociale d'un montant de quatre cent quarante livres Sterling et vingt-deux centimes (GBP 440,22), basé sur le Montant Total Annulé mentionné ci-dessus de quatre cent soixante-dix mille cinq cent quatre-vingt-quinze livres Sterling et dix-huit centimes (GBP 470.595,18).

Cinquième résolution

En vertu des résolutions précédentes, l'associé unique décide (i) de modifier les articles 5.1., 5.2., 5.6. et 5.10. des Statuts, qui auront désormais la teneur suivante:

« **5.1.** Le capital social de la Société est fixé à vingt mille six cent deux livres Sterling (GBP 20.602), représenté par vingt mille six cent deux (20.602) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale d'une livre Sterling (GBP 1) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

5.2. Ces parts sociales sont divisées en classe (la/les Classe(s)) comme suit:

- (i) douze mille cinquante (12.050) parts sociales de Classe A;
- (ii) mille soixante-neuf (1.069) parts sociales de Classe B;
- (iii) mille soixante-neuf (1.069) parts sociales de Classe C;
- (iv) mille soixante-neuf (1.069) parts sociales de Classe D;
- (v) mille soixante-neuf (1.069) parts sociales de Classe E;
- (vi) mille soixante-neuf (1.069) parts sociales de Classe F;
- (vii) mille soixante-neuf (1.069) parts sociales de Classe G;
- (viii) mille soixante-neuf (1.069) parts sociales de Classe H; et
- (ix) mille soixante-neuf (1.069) parts sociales de Classe I.

Toute référence faite aux "parts sociales" ci-après devra être formulée en tant que référence à la Classe de parts sociales A et/ou B et/ou C et/ou D et/ou E et/ou F et/ou G et/ou H et/ou I, dépendant du contexte.

5.6. Le capital social de la Société peut être réduit par l'annulation de parts sociales, y compris par l'annulation d'une ou plusieurs Classes entières de parts sociales par le biais du rachat et de l'annulation de toutes les parts sociales émises dans cette/ces classe(s) (l'Annulation). Dans le cas de rachats et annulations de Classes de parts sociales, ces annulations et rachats de parts sociales seront réalisés par ordre alphabétique inversé (en commençant par la Classe I).

5.10. Dans le cadre de cet article 5, les définitions suivantes s'appliqueront:

Montant Disponible:

Signifie le montant total des profits nets de la Société (en ce compris les profits reportés) dans la mesure où les associés auraient bénéficié d'un droit à une distribution de dividendes conformément aux Statuts, augmenté (i) des réserves librement distribuables et tout montant de prime d'émission librement distribuable existant et disponible et (ii) le cas échéant du montant de la réduction du capital social et de la réduction de la partie de la réserve légale correspondant à la Classe de parts sociales à annuler, mais diminué (i) de toute perte (en ce compris les pertes reportées) et (ii) tout montant placé en réserve(s) conformément aux dispositions de la loi et des Statuts, le tout tel que déterminé sur base des Comptes Intérimaires concernés (sans, pour éviter tout doute sur la question, comptabilité double) de sorte que:

AA = (NP+P+CR) - (L+LR)

Où:

AA = Montant Disponible

NP = profits nets (en ce compris les profits nets reportés)

P = toutes réserves librement distribuables et tout montant de prime d'émission librement distribuable existant et disponible

CR = le montant de la réduction de capital et de la réserve relative à la Classe des parts sociales à annuler

L = pertes (en ce compris les pertes reportées)

LR = toutes sommes à affecter à des réserves conformément aux dispositions de la loi ou des Statuts.

Montant Total Annulé: Signifie, pour chacune des Classes I, H, G, F, E, D, C, B et A, le Montant Disponible de la Classe de parts sociales pertinente au moment de l'annulation de la Classe pertinente à moins qu'il ne soit décidé autrement par l'assemblée générale des Associés de la manière requise pour la modification des Statuts tenant toutefois compte du fait que le Montant Total Annulé ne devra jamais être plus élevé que le Montant Disponible.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques incombant à la Société en raison des présentes résolutions de l'associé, s'élève approximativement à MILLE EUROS (EUR 1.000,-).

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur demande du mandataire de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date qui figure en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, qui est connu du notaire par son nom, prénom, statut civil et résidence, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: FEYEREISEN, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 3 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/20753. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 13 août 2015.

Référence de publication: 2015139076/346.

(150151288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

Numeritec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 185.936.

Conformément aux dispositions de la loi du 28 Juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, l'Administrateur unique a décidé en date du 17 Février 2015 de nommer la société anonyme CORFI S.A. (RCS Luxembourg B 30.356) avec siège social sis 18, Rue Robert Stümper à L-2557 Luxembourg, aux fonctions de dépositaire agréé.

Signature

L'Administrateur unique

Référence de publication: 2015139131/12.

(150151148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

P.H.P. Eleonor s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 8, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 167.557.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015139145/10.

(150150736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

PAH Luxembourg 2 Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 781.210.518,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 165.884.

Les comptes annuels au 30 novembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 août 2015.

Référence de publication: 2015139160/10.

(150151043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

**It Solutions Suhren & Schneider S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. S&S Solutions S.à r.l.).**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 1, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 153.816.

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juillet.

Pardevant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Esch/Alzette.

Ont comparu:

1.- Monsieur Daniel SUHREN, gérant de société, né à Esch/Alzette, le 16 décembre 1980, demeurant à L-3898 Foetz, 16, rue du Brill, et

2.- Madame Irène Eva KESSLER, indépendante, née à Esch-sur-Alzette, le 31 janvier 1962, demeurant à L-3850 Schiff-flange, 55, avenue de la Libération

Lesquels comparants déclarent être les seuls associés de la société à responsabilité limitée S&S Solutions S.à r.l., avec siège social à L3850 Schifflange, 55, avenue de la Libération,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg section B numéro 153.816,

constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Aloyse BIEL, alors notaire de résidence à Esch/Alzette en date du 14 juin 2010, publié au Mémorial C numéro 1585 du 04 août 2010,

dont le capital social de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500,-), représenté par CENT (100) PARTS SOCIALES d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (€ 125,-) chacune est réparti comme suit:

1.- Monsieur Daniel SUHREN, prénommé CINQUANTE PARTS SOCIALES	50
2.- Madame Irène Eva KESSLER, prénommée, CINQUANTE PARTS SOCIALES	50
TOTAL: CENT PARTS SOCIALES	100

Lesquels comparants prient le notaire instrumentant de documenter ce qui suit:

A) Madame Irène Eva KESSLER prénommée, déclare céder ses CINQUANTE (50) parts sociales à Monsieur Daniel SUHREN, prénommé, ici présent, ce acceptant, au prix de QUINZE MILLE EUROS (15.000,-€).

Le prix de cette cession est payable comme suit:

- Le montant de cinq mille euros (5.000,-€) a été payé entre les parties et en dehors de la présence du notaire instrumentant, ce dont bonne et valable quittance est accordée par Madame Irène Kessler,

- Le montant de cinq mille euros (5.000,-€) suivant arrangement entre parties endéans les 24 mois, et

- Le montant de cinq mille euros (5.000,-€) à valoir sur des frais et honoraires futurs pour maintenance informatique à fournir par Monsieur Daniel SUHREN à Madame Irène Kessler.

B) Monsieur Daniel SUHREN prénommé, déclare céder ses CINQUANTE (50) parts sociales à Monsieur Jérôme SCHNEIDER, vendeur, né à Niederkorn le 09 juillet 1993, demeurant à L-4609 Niederkorn, 32, rue des Ligures, ici présent, ce acceptant, au prix de TREIZE MILLE CINQ CENTS EUROS (13.500,-)

Le prix de cette cession est payable comme suit:

- Le montant de onze mille euros (11.000,-€) a été payé entre les parties et en dehors de la présence du notaire instrumentant, ce dont bonne et valable quittance est accordée par Monsieur Daniel SUHREN,

- Le montant de deux mille cinq cents euros (2.500,-€) suivant arrangement des parties, endéans les 24 mois.

Monsieur Daniel SUHREN, prénommé, gérant technique de la société et Madame Irène Eva KESSLER, gérante administratif déclarent accepter cette cession de parts au nom de la société, de sorte qu'une notification à la société, conformément à l'article 1690 du Code Civil n'est plus nécessaire.

Suite à la cession de parts sociales qui précède les parts sociales sont détenues comme suit:

1.- Monsieur Daniel SUHREN, prénommé CINQUANTE PARTS SOCIALES	50
2.- Monsieur Jérôme SCHNEIDER, prénommé CINQUANTE PARTS SOCIALES	50
TOTAL: CENT PARTS SOCIALES	100

Ensuite les associés se considérant comme réunis en assemblée générale extraordinaire prient le notaire instrumentant de documenter les résolutions suivantes:

1.- La dénomination de la société est modifiée en «IT SOLUTIONS SUHREN & SCHNEIDER S. à r.l.», de sorte que l'article premier (1^{er}) des statuts a dorénavant la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de: «IT SOLUTIONS SUHREN & SCHNEIDER S. à r.l.»,

2.- Le siège social est transféré de son adresse actuelle L-3850 Schiffflange, 55, avenue de la Libération à L-1611 Luxembourg, 1, avenue de la Gare.

Suite à cette décision la première phrase de l'article deux (2) des statuts a dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 2.** Le siège social de la société est établi à Luxembourg-Ville.».

3.- Les alinéas deux et suivants de l'article 5 sont supprimés.

4.- La démission de Madame Irène KESSLER, prénommée, en tant que gérante administratif de la société est acceptée. Décharge pleine et entière lui est accordée pour l'exercice de son mandat.

5.- Monsieur Daniel SUHREN, prénommé, exerçant actuellement la fonction de gérant technique, est nommé gérant de la société.

6.- Est nommé gérant de société: Monsieur Jérôme SCHNEIDER, prénommé.

7.- La société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle d'un gérant.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Suhren, Kessler, Schneider, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à ESCH/ALZETTE Actes Civils, le 31 juillet 2015. Relation: EAC/2015/18077. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 13 août 2015.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2015139782/78.

(150152084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2015.

Spica Adviser S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9779 Eselborn, 20, op der Sang.

R.C.S. Luxembourg B 155.196.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Eselborn, le 14 août 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015139832/10.

(150151719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2015.

Sophia Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 90.101.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2015.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2015139831/11.

(150152012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2015.

Amino Lux International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9420 Vianden, 31, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 182.624.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015139947/9.

(150152574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

AES (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 163.384.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 août 2015.

Référence de publication: 2015137930/10.

(150150306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

AES Structured Finance (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 163.392.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 août 2015.

Référence de publication: 2015137932/10.

(150150309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

AES Structured Finance Holdings (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 163.391.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 août 2015.

Référence de publication: 2015137933/10.

(150149771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

Polar Star LP Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 21.000,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 192.470.

Les comptes annuels de la Société pour la période 28 novembre 2014 au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2015.

Duncan Smith

Mandataire

Référence de publication: 2015139746/13.

(150152028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2015.
